

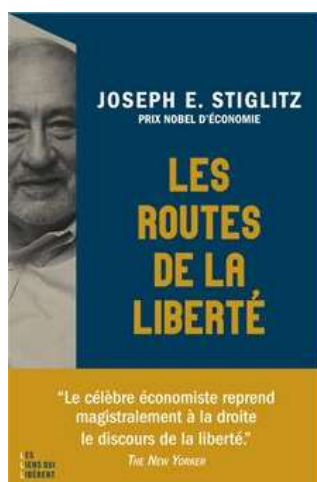
Les routes de la liberté

J E. Stiglitz

(Ed. Les liens qui libèrent - 2025)

Par Jacques Lagarrigue, chargé de mission de l'Espace de réflexion éthique Occitanie

Conseiller la lecture d'un livre d'économiste dans un Espace de réflexion éthique peut surprendre !



« Les routes de la liberté » ne contiennent ni chiffres, ni statistiques, ni courbes car il s'agit d'un ouvrage de réflexion sur la notion de liberté à travers ses liens avec l'économie.

Joseph E. Stiglitz est un économiste américain, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001 avec G. Akerlof et M. Spence pour leurs travaux sur les marchés avec asymétrie d'information. Il a été conseiller économique de B. Clinton de 1995 à 1997, puis vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 2000 mais la critiquera fortement par la suite, ainsi que le Fonds monétaire international.

J. Stiglitz décrypte les conséquences du néolibéralisme et l'influence des idéologies néolibérales sur les médias et l'éducation. Il dénonce les idées reçues sur les marchés prétendument libres qui, au lieu de favoriser une prospérité générale, exacerbent les inégalités et concentrent la richesse entre les mains d'une élite minoritaire.

J Stiglitz s'attaque aux idées des géants de l'économie tels que F. Hayek et M. Friedman et les néolibéraux de la droite radicale qui, au nom même de la liberté, enchaînent les mesures politiques et économiques qui, en fait, la restreignent.

Pour justifier sa position, il se rapproche d'autres théoriciens de la justice sociale, économistes, comme A. Smith et surtout A. Sen, prix Nobel d'économie en 1998, et de philosophes comme J Rawls.

Il se prononce finalement pour un capitalisme progressiste, la social-démocratie et une société de la connaissance.

Dans cet ouvrage, J. Stiglitz offre donc une réflexion très documentée sur les fondements moraux des politiques économiques et sa lecture passionnante est accessible à tous.

Les randonneurs de l'esprit sont invités à cheminer avec J. Stiglitz sur « Les Routes de la liberté ».

Résumé

Ce résumé de 6 pages peut paraître long mais il reprend les chapitres proposés par J Stiglitz pour présenter le plus fidèlement possible « Les routes de la liberté » à ceux qui craindraient de se plonger dans ses 400 pages.

- **La liberté en danger**

Comprendre le mot « liberté » est un préalable à la construction d'un système économique et politique efficace, durable, équitable et conforme aux valeurs morales.

Comment trouver un équilibre entre la liberté politique et la liberté économique ?

Historiquement, pour les états-unis, l'absence de réglementation est indispensable à la « liberté » car depuis la fondation de leur pays ils sont nourris à l'élixir de la liberté en considérant par exemple que l'imposition fiscale réduit la liberté des riches !

Mais comment justifient-ils l'esclavage, le soutien à des états totalitaires ou l'invasion du Capitole ?

M. Friedman et F. Hayek ont structuré la notion de *capitalisme sans entraves* sur le plan économique repris en politique par les présidents, Bush, Reagan, Clinton, et Trump.

J. Stiglitz considère au contraire que ce système offre la liberté à quelques-uns en en privant la majorité. « *Donner la liberté aux loups c'est souvent vouer les agneaux à la mort* ».

Il soutient en particulier que le marché est inapte à gérer les ressources naturelles, à protéger l'environnement et se montre favorable à la social-démocratie européenne et au capitalisme progressiste.

Pour un économiste, la liberté commence par la possibilité de choisir et d'agir.

Une personne confrontée à la peur et au besoin n'est pas libre. Les habitants des pays les plus pauvres mettent en avant le droit aux soins médicaux, à l'alimentation, au logement et à l'éducation.

- **Comment les économistes pensent la liberté**

Adam Smith, fondateur de l'économie moderne, critiquait l'étatisme excessif et croyait au libre marché (1776).

Karl Marx se concentrait sur le besoin de combattre l'exploitation des travailleurs (1848).

Après la grande crise de 1929, J-M. Keynes formula des explications et des prescriptions pour y remédier par une économie mixte où l'entreprise dominait et où le gouvernement jouait un rôle de régulation.

En 1947, la Société du Mont-Pèlerin de M. Friedman et J. Hayek a proposé une vision radicalement anti État.

À la suite du choc pétrolier de 1970, l'évolution vers un système néolibéral dérèglementé du commerce réapparut avec T. Blair, M. Thatcher, R. Reagan, B. Clinton.

Les erreurs et les mensonges de cette théorie, telles que la légitimité morale des inégalités et le bénéfice du « ruissellement », ont conduit à la crise financière de 2008.

- **La liberté des uns est la privation de liberté des autres**

Le droit des propriétaires d'armes, protégé par la constitution américaine, est placé au-dessus du droit à la vie. Cet exemple illustre la notion d'*externalité*, c'est-à-dire d'effets externes ou collatéraux d'un agent économique qui peuvent être positifs ou négatifs et que l'État a la capacité de corriger. Ces *externalités* sont omniprésentes dans l'économie financiarisée ayant conduit à l'effondrement bancaire lors de la crise de 2008 mais aussi dans la lutte contre les effets des changements climatiques, les pollutions et leurs effets sur le vivant, enfin dans mésinformation et désinformation.

Les économies de marché produisent plus d'externalités négatives que positives surtout dans les biens communs.

La société, l'éducation, les religions et les philosophies peuvent contribuer à leur régulation en favorisant les comportements soucieux d'autrui.

La défense de la liberté absolue de chacun est indéfendable et en raison de l'interdépendance des libertés il faut accepter la recherche de compromis rationnels et raisonnables.

Les économistes libéraux (Hayek, Friedman) avaient confiance dans le marché pour contrôler les externalités et pensaient que la création de *taxes* pouvait y contribuer.

- **La liberté par la coercition**

Pour une communauté, l'acceptation de contraintes peut présenter d'énormes avantages comme la coordination du côté du roulage des véhicules, des périodes de vacances, ou la fermeture des commerces le dimanche...

L'investissement public contribue au bien public et peut justifier des coercitions pour réduire les inégalités et accroître le bien-être de la société par les cotisations sociales, les impôts, les réglementations. Mais chacun peut être tenté de faire cavalier seul en profitant de la contribution des autres.

On ne peut donc que reconnaître la valeur d'une coordination coercitive régulée par l'État. Il est regrettable que les mécanismes qui existent entre individus au sein d'un État n'existent pas entre les nations car ils pourraient s'appliquer aussi au changement climatique, bien public planétaire.

- **Les contrats et la liberté**

Les *contrats* matérialisent l'acceptation d'une certaine coercition en contrepartie d'avantages et de garanties.

Le *contrat social* des philosophes, entre un individu et la société, est basé sur la confiance sans être formalisé. Sa rédaction pourrait être basée sur l'utilisation du « *voile d'ignorance* » proposé par J. Rawls dans *Théorie de la justice* : pour aboutir à un compromis *équitable*, les individus ne devraient pas savoir a priori dans quel groupe ils se situeraient (riches ou pauvres, patrons ou ouvriers). Cela rejoint la notion du *spectateur impartial* d'A. Smith : une personne doit prendre ses distances avec ses propres intérêts lorsqu'elle évalue ce qui rend une société juste et bonne.

Les contrats ne devraient pas soutenir des comportements indésirables ou non éthiques (vente d'organes ou de sang, trafics d'êtres humains, travail d'enfants...).

La protection sociale est un aspect positif des contrats, présent dans presque toutes les sociétés modernes et seul l'État peut le garantir.

Un contrat social juste est nécessairement complexe et nécessite une réglementation. Rawls, Smith et Stiglitz incitent la société à se méfier des conseils des financiers dans ce domaine.

- **Liberté, économie concurrentielle et justice sociale**

Les *revenus du marché* proviennent, au moins en partie, de l'exploitation des moins bien lotis et n'ont pas de légitimité morale : ni les riches, ni les pauvres ne « méritent » complètement leur sort.

Les *droits de la propriété* sont une construction sociale. Au XVII^e et XVIII^e siècles, la distribution des communs, jusque-là partagés, a enrichi les propriétaires terriens. Les colons se sont appropriés des terrains que les autochtones partageaient. Bien que la possession d'êtres humains soit intolérable, les maîtres esclavagistes furent indemnisés à la fin de l'esclavagisme alors que les anciens esclaves ne le furent pas. Notons que les ressources du sous-sol appartiennent aux propriétaires de la surface seulement aux USA.

Il existe des limites à certains droits de propriété : restriction des droits de vente, droit de préemption par l'État, limitation dans le temps de la détention de brevet sur des médicaments.

Les droits de propriété définis de manière inéquitable peuvent être transmis aux générations suivantes augmentant ainsi leur illégitimité.

La répartition actuelle des richesses et des revenus est indissociable de la répartition actuelle et historique du pouvoir. Ainsi les prix et salaires apparaissant dans un marché concurrentiel manquent de légitimité morale.

- **La liberté d'exploiter et l'asymétrie de l'information**

Aucune économie de marché ne s'approche de l'économie concurrentielle et la concentration du *pouvoir des marchés* augmente sans arrêt. L'histoire montre que, dans le monde, l'exploitation a souvent été à la base des profits, et les démocraties tentent de juguler cette dérive par la réglementation.

Cette exploitation prend surtout deux formes.

- Le pouvoir du marché.

Les entreprises du XXI^e jouissent d'un pouvoir de marché considérable sur les prix (libres), les consommateurs (qui sont maintenus dans l'ignorance), les salariés (par la faiblesse des syndicats et du droit du travail) et même les États (menace de délocalisation). La situation est moins grave en Europe où le droit et la réglementation maintiennent une protection. Aux USA, les contrats de droit privé créent des monopoles et supplantent le droit public.

- L'exploitation des vulnérabilités et de l'ignorance des gens.

Les brevets sont une source importante de monopole (propriété intellectuelle et médicaments contre le SIDA et le COVID 19). L'information des entreprises envers les consommateurs est organisée pour les maintenir dans l'ignorance : c'est pourquoi la plupart des pays ont des lois contre la publicité mensongère.

L'équilibrage de droits et des libertés est indispensable pour une société bonne, juste et libre.

- **Coercition et cohésion sociales**

Dans le modèle standard de la société, les individus sont supposés parfaitement rationnels et cohérents dans leurs choix.

Les travaux d'A. Tversky et D. Kahneman ont ouvert la voie à *l'économie comportementale* qui étudie les comportements humains dans les décisions économiques. Ils ont révélé que nous utilisons des règles empiriques qui peuvent entraîner des biais dans nos décisions et que nous sommes fortement influencés par notre entourage, nos pairs, nos cultures et nos expériences passées.

La cohésion sociale nous conduit à considérer l'effet de nos actes sur autrui sans avoir besoin de coercition mais la dégradation de cette règle entraîne le développement des réglementations qui remplacent la « morale » et peuvent devenir étouffantes.

L'économie comportementale montre comment notre environnement économique nous façonne. Une intervention publique est donc nécessaire pour limiter les excès des activités antisociales du libre marché comme la publicité.

- **Façonnage concerté des individus et de leurs croyances**

Qui a le droit de contrôler les modes de diffusion de l'information, incluant la *mésinformation* et la *désinformation* ?

Les grandes entreprises technologiques et les plateformes de média ont un immense pouvoir, accru par leur vitesse de diffusion et leur *virilité*, terme péjoratif mais justifié ici.

Le libre marché des idées ne suffit pas à garantir une démocratie saine car les idées ne sont pas des marchandises. La transparence et la vérité des informations n'y est pas garantie. Certains contrats imposent que les recours se fassent par arbitrage privé et non devant les tribunaux publics.

Les géants du numérique exploitent abusivement les données qu'ils recueillent auprès de leurs utilisateurs et les monétarisent comme le prévoit leur modèle économique : cela ne peut pas être la base d'une bonne société.

L'économie comportementale met l'accent sur la rationalité limitée des individus par *le biais de confirmation* qui nous enferme dans nos convictions et renforce nos croyances.

Les médias ont un pouvoir énorme pour créer le prisme à travers lequel les individus voient le monde. Les démocraties, notamment européennes, peuvent instaurer un contrepouvoir bénéfique pour la société.

- **Tolérance, solidarité sociale et liberté**

L'intolérance a marqué l'histoire (guerres de religion, migrations...) mais la tolérance a aussi ses limites (liberté d'expression, de croyances).

Deux distinctions sont cruciales :

- la religion contre la science : les divergences religieuses sont des questions de foi, non-sujettes à vérification ni preuve (Galilée, platistes...) et sont tolérables tant qu'elles ne nuisent pas à autrui. Des *convictions* existent aussi dans le domaine de l'économie.
- la pensée contre l'action : les pensées, qui ne sont pas suivies d'actes et donc ne nuisent pas à autrui, ne devraient pas être limitées.

La tolérance est mise à l'épreuve par des croyances erronées au regard de la science (avalier de l'eau de javel contre le COVID, changement climatique...).

Cela justifie les limites à imposer aux médias pour empêcher la dissémination de fausses informations. Cette position varie selon les sociétés et les nations avec des différences majeures entre les USA et l'Europe.

Pour y parvenir J. Stiglitz recommande d'adopter la perspective du *spectateur impartial* d'A. Smith et d'appliquer le principe du *voile d'ignorance* de J. Rawls.

La révolution française associait pertinemment liberté, égalité et solidarité (cohésion sociale) ; il n'en est pas de même aujourd'hui partout.

L'organisation économique devrait prendre en compte *la tolérance des lumières* pour une bonne société.

• **Pourquoi le capitalisme néolibéral a échoué ?**

J. Stiglitz résume dans un tableau les échecs des marchés et du néolibéralisme avec leurs conséquences et propose des pistes de correction.

Le néolibéralisme ne pourrait fonctionner que s'il s'accompagnait d'une vraie concurrence ce qui n'est pas le cas et justifie un contrôle par les États.

Les marchés sont la cause des grandes fluctuations économiques, des poussées de chômage et d'inflations.

L'innovation n'est poussée que dans le sens du marché.

Des forces d'autocorrection existent mais sont trop faibles et bridées par les *biais de confirmation* qui perturbent nos choix et les croyances dans les vertus du marché en Amérique.

L'optimisme en faveur de changements radicaux est soutenu par le poids des convictions de la jeunesse : contestation de leur héritage intellectuel, difficultés de progression sociales et économiques, reconnaissance du changement climatique, diminution du culte de l'argent.

• **Liberté, souveraineté et coercition entre les États**

Beaucoup de questions concernant la liberté et la coercition se posent au niveau des États autant qu'au niveau des individus. Dans la coercition habituelle, les colonisés perdent clairement leur liberté mais il existe une autre forme de coercition moins visible : lors d'accord entre États de puissance inégale, les nations en développement sont conduites à accepter des accords internationaux qui les défavorisent lourdement avec peu d'avantages et de lourdes contraintes.

Ces pays ne sont pas ou peu considérés dans les instances internationales qui les régulent comme l'OCDE ou l'ONU.

À l'échelle internationale il n'existe aucun tribunal des faillites pour soutenir des États emprunteurs contre les banquiers. Dans de telles situations, le FMI rembourse les créanciers privés et fait payer la note aux habitants du pays surendetté comme en Argentine. La Chine qui prête facilement à ces pays en profite aussi et a ainsi récupéré le principal port du Sri Lanka.

Ces accords sont présentés comme des *accords de commerce libre et équitable* mais ils entretiennent *un commerce colonial* en particulier pour les matières premières. Cette farce sinistre s'est poursuivie sous tous les présidents américains depuis B. Clinton.

Les *accords d'investissement* sont encore pires :

- ils introduisent des rigidités et ne permettent pas de tenir compte des changements comme le climat,
- ils protègent plus les entreprises étrangères que les locales,
- ils sont soumis à des arbitrages déséquilibrés et sans appel.

On retrouve ici la transposition au niveau des pays, des failles déjà connues au niveau des personnes et l'institutionnalisation de la liberté d'exploiter.

Ces systèmes, sans entraves pour les marchés, ont des effets sur le développement de la démocratie.

Un cadre alternatif devrait respecter 3 principes :

- laisser les pays décider pour eux tant que cela ne nuit pas aux autres,

- respecter équité et justice : sauver des vies compte plus que la liberté et le pouvoir des marchés,
- prendre en compte le coût social des dispositions économiques.

- **Capitalisme progressiste, social-démocratie et société de la connaissance**

Afin que l'économie serve la société et non l'inverse il faut appliquer ce cadre alternatif dans un *capitalisme progressiste*, ou *social-démocratie régénérée*, qui garantisse la santé, l'éducation, un certain niveau de bien-être et la sécurité.

Apprendre est un processus sans fin qui doit bénéficier aux individus aussi bien qu'aux institutions.

Des pans de l'économie ne peuvent pas être guidés par le profit (santé, éducation, certaines recherches) et devraient relever de fondations, d'universités, de coopératives financières (crédit unions aux USA).

Il faut limiter le pouvoir des marchés en favorisant la concurrence réelle et en renforçant les droits des salariés par la syndicalisation.

Il faut fixer les règles de la gouvernance. Le *capitalisme actionnarial* de M. Friedman a réussi à enrichir les propriétaires d'entreprises mais n'a pas assuré la prospérité sociale. Il faut donc rééquilibrer les règles économiques et juridiques pour évoluer vers le *capitalisme progressiste*.

Cela passe par un meilleur équilibre entre secteur privé et action collective qui peut s'appuyer sur diverses structures : ONG, syndicats, coopératives de producteurs et consommateurs, associations de défense de l'environnement...

- **Démocratie, liberté, justice sociale et bonne société**

Les américains ont tort de croire encore, malgré les preuves contraires, que les marchés sans entraves peuvent tout régler. Le système actuel a aggravé les inégalités et découragé les aspirations des plus pauvres. Les médias et surtout les médias sociaux sont une autre source de division. Il existe un large accord sur beaucoup de principes pour une société bonne et honnête permettant aux individus de s'épanouir et à coopérer entre eux et il pourrait s'exprimer en déplaçant le débat hors de l'idéologie, de l'identité et des positions absolutistes.

La démocratie exige des compromis difficiles à trouver, à contre-courant de la polarisation actuelle de la société.

Il est temps de reconquérir les libertés réelles en instaurant un capitalisme progressiste pour vivre dans des démocraties où les gens coopèrent pour le bien commun.